



SAVILEM

7 RUE DES SAPONAIRES
55000 SAVONNIERES DVT BAR
03 29 78 11 17
secretariat@prodistri.fr
www.prodistri.fr

SARL au capital de 5000€
Siret : 50786325600032
TVA : FR13507863256
IBAN : CREDIT MUTUEL MEUSE
FR76 1027 8020 0100 0218 5470 163
BIC : CMCIFR2A

Facture N° FA2500913

Date	21/04/25
N° Client	00028130
Réf Cmd	VZJMPNIVW
Contact	CAVALIÉ SWARTVAGHER ANNE
Téléphone	0565201326
Mail	contact.saintsernin@gmail.com

Adresse de facturation :

SARL CAVALIE
CHATEAU SAINT SERNIN
LES LANDES
46140 PARNAC

Adresse de livraison :

SARL CAVALIE
CHATEAU SAINT SERNIN
LES LANDES
46140 PARNAC

Référence	Désignation	Conditionnement	Qté	PU TTC	Mnt TTC	TVA
PP2326L500 /PP2326	LA CASE AUX EPICES - petit sel 0.8gr	1 sachet (500 pcs)	1,00	7,90	7,90	5,5
/PP2270	LA CASE AUX EPICES - Poivre 18gr		5,00	2,50	12,50	5,5
/PP2291	LA CASE AUX EPICES - Salière Sel fin 50gr		10,00	1,50	15,00	5,5

Base	Taux	Montant
33,56	5,5%	1,84
33,56		1,84

N° de Tracking :
Poids Produits : 5,15
N° Client : 00028130
Facture N° FA2500913

Conditions de règlement :

Monetico Pai 18/04/25 35,40

TOTAUX	
Total HT	33,56
Port HT	
TVA	1,84
Total TTC	35,40
Acompte	35,40
NET A PAYER	0,00

CONDITIONS DE REGLEMENT :

Le paiement s'effectue comptant sans escompte soit en ligne par carte bancaire, par virement bancaire, via Paypal, soit par chèque bancaire établi à l'ordre de SAVILEM. Une dérogation au paiement comptant ne peut intervenir qu'après accord de notre part et ne sera consentie qu'à des clients professionnels en fonction de différents critères (solvabilité, régularité de commande et de règlement...). L'échéance pour le cas échéant être réglée à réception de commande. Toute somme non payée à l'échéance entraînera l'application de pénalités au taux REFI de la Banque Centrale Européenne majoré de 10 points, sans mise en demeure.

En l'application de l'article L441-6 du Code de commerce, tout retard de paiement donnera lieu de plein droit à une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement.

RESERVE DE PROPRIETE :

Nous nous réservons la propriété des marchandises jusqu'au complet paiement du prix par l'acheteur.

Notre droit de revendication porte aussi bien sur les marchandises que sur leur prix si elles sont déjà revendues (Loi du 12 mai 1980)